

**LE JOUR, 1954**  
**30 SEPTEMBRE 1954**

*A propos d'une déclaration*

**UN LANGAGE PASSIONNE**

Nous ne prendrons pas au tragique la déclaration de M. Khaled El-Azem qui donne au Liban le choix entre l'union économique (intégrale) et la rupture (intégrale). Ce langage garde un vulgaire relent de littérature électorale. Ce n'est pas le langage d'un homme d'Etat.

Si l'ancien président du Conseil devenait le chef du Gouvernement syrien, il serait lui-même bien embarrassé. Entre les positions extrêmes où il se tient, il y a un juste milieu. Si M. Khaled El-Azem ne veut pas du juste milieu, c'est qu'il veut la rupture. La rupture, s'il y tient absolument, il l'aura, PAR SON FAIT.

Au point où en sont les choses, la « rupture » se traduirait par la libération de l'agriculture libanaise maintenant sous le joug. En fait de dégâts, il ne surviendrait rien de sérieux. Les oranges de Tripoli que la Syrie ne voudrait plus acheter, le Gouvernement libanais s'en chargerait sans trop de difficultés.

Les prix de revient dans l'agriculture syrienne sont plus bas que les nôtres parce que, d'abord, les salaires syriens sont plus bas que les nôtres. (Des ouvriers syriens venus du Hauran, dont l'un est détenteur du brevet élémentaire, trouvent plus avantageux en ce moment de travailler dans notre jardin que chez eux).

M. Khaled El-Azem sait fort bien ce que l'union économique intégrale veut dire et à quoi elle conduit. Il sait qu'elle est beaucoup plus politique qu'économique et qu'en mettant le commerce extérieur du Liban sous tutelle, elle mettrait sous tutelle le Liban tout entier. Que ne dit-il ouvertement qu'il veut d'un contrôle syrien, d'une domination syrienne sur le Liban ?

M. Khaled El-Azem paraît ignorer que l'économie libanaise, que la monnaie libanaise, que les finances libanaises se portent bien. Nous croit-il aux abois par hasard ? Nous n'envions rien à personne, pas même à la Syrie, à laquelle nous souhaitons tous les huit jours bonheur et prospérité.

Trente ou quarante mille Libanais (peut-être plus) sont allés visiter la Foire de Damas, malgré la longue attente à la frontière syrienne pour l'accomplissement des formalités. Ils ont dépensé et acheté à Damas tant qu'ils pouvaient. Personne ne s'en est alarmé à Beyrouth.

Or, il se trouve, parallèlement, que les recettes douanières du Liban sont en augmentation de plus de 2 millions de livres libanaises (nous disons deux millions de livres) par rapport à celles de septembre 1953, rien que pour le mois de septembre courant.

M. Khaled El-Azem, que ne dit-il, par-dessus le marché, que TOUT, EN NE NOUS ACHETANT RIEN, il pense partager ces millions avec nous ?